

Protecting Civilians in Urban Warfare
Towards a Political Declaration to Address the Humanitarian Harm Arising from
the use of Explosive Weapons in Populated Areas
Geneva Consultations
18 November 2019,
Room VII, Palais des Nations, Geneva

Canada's Intervention

We would like to thank Ireland for convening this meeting today on an issue of critical and pressing importance – the protection of civilians in urban warfare. Building from the conversations at the Vienna Conference in October, we have an important opportunity today to engage on the substance and content of a political declaration on this issue.

At a time when the rules-based international order is under threat, and the applicability and continued relevance of international humanitarian law (IHL) is questioned by some, it is more important than ever for us to reaffirm our existing legal obligations and underscore the importance of promoting compliance with IHL.

The issue is not with the law itself, but rather gaps in compliance. With this in mind, a political declaration should, from the outset, reaffirm these existing legal obligations and use precise terminology throughout that accurately reflects these obligations.

Specifically, Canada's priorities on this subject matter are threefold:

- We would like to reiterate the views of many colleagues here today regarding language on a ban or avoidance of a particular type of weapon. The obligations in IHL are sufficiently clear and introducing new terminology or concepts that do not exist in IHL actually weaken our existing legal obligations. Furthermore, as this will be disagreeable to many delegations, it actually detracts from the important conversation at hand.
- Discussions so far have primarily focused on a specific set of actors - parties to armed conflict. While this is essential, it will also be important for a political declaration to highlight that better dialogue and coordination with the UN, international, national, and local humanitarian actors, and the ICRC is needed. In addition to logistical coordination, greater dialogue with these actors is essential to better understand the protection needs of the community and these actors' local knowledge, access, and expertise can help to better inform military efforts so as to minimize impacts on civilians and civilian objects.

- Ultimately, the Protection of Civilians must remain central to these discussions and to a political declaration itself. This means taking a population-centric approach with civilians at the centre. This could also include highlighting the importance of strengthening engagement with local communities in urban areas and the need for community-based approaches to protection to better respond to the diverse and distinct needs of those who face unique protection threats in urban environments, including women, girls, persons with disabilities, and LGBTQ+ persons.

We would like to thank colleagues who have prepared written submissions for this meeting and would encourage you to consider reflecting these points in your submissions.

We look forward to constructive dialogue throughout this process, both today and in the months to come. Canada believes we are all stronger when we work together and we have a real opportunity with this declaration to stand united on this critical issue.

Thank you

La protection des civils dans un contexte de guerre urbaine : vers une déclaration politique abordant le préjudice humanitaire qui découle de l'utilisation d'armes explosives dans des zones peuplées

**Consultations de Genève
Le 18 novembre 2019,
Salle VII, Palais des Nations, Genève**

Intervention du Canada

Nous aimerions remercier l'Irlande d'avoir convoqué la réunion d'aujourd'hui sur une question urgente et d'importance cruciale : la protection des civils dans un contexte de guerre urbaine. En prenant appui sur les conversations tenues à l'occasion de la conférence de Vienne, en octobre, nous avons aujourd'hui l'opportunité d'engager la conversation sur la substance d'une déclaration politique sur la question.

Au moment où l'ordre international fondé sur des règles est menacé et que certaines personnes remettent en question l'applicabilité et la pertinence continues du droit international humanitaire, il est plus important que jamais pour nous de réitérer nos obligations juridiques existantes et de souligner l'importance de promouvoir la conformité au droit international humanitaire.

Ce n'est pas la loi à proprement parler qui pose problème, mais plutôt des lacunes dans le respect de la loi. Dans cette optique, une déclaration politique devrait dès le départ réitérer les obligations juridiques existantes et utiliser exclusivement une terminologie précise, qui reflète avec exactitude ces obligations.

Plus précisément, les priorités du Canada sur ce sujet comportent trois volets :

- Nous aimerions réitérer les opinions de nombreux collègues, ici aujourd'hui, à l'égard du libellé sur l'élimination ou l'évitement d'un type d'arme en particulier. Les obligations comprises dans le droit international humanitaire sont suffisamment claires, et la présentation d'une nouvelle terminologie ou de nouveaux concepts qui n'existent pas dans le droit international humanitaire affaiblit nos obligations juridiques existantes. De plus, comme ce sera inacceptable pour de nombreuses délégations, de tels ajouts nuisent en fait à l'importante conversation que nous devons avoir.
- Les discussions jusqu'à présent étaient principalement axées sur un ensemble précis d'acteurs (les parties à un conflit armé). Bien que ce soit essentiel, il sera aussi important dans une déclaration politique de souligner qu'un meilleur dialogue et une plus grande coordination avec les Nations Unies, les acteurs internationaux, nationaux et locaux de l'aide humanitaire et le Comité

international de la Croix-Rouge sont nécessaires. En plus d'une coordination logistique, un plus grand dialogue avec ces acteurs est essentiel pour mieux comprendre les besoins de protection de la collectivité, car les connaissances du milieu, l'accès et le savoir-faire de ces acteurs peuvent aider à mieux éclairer les efforts militaires afin de minimiser les répercussions sur les civils et les biens de caractère civil.

- En fin de compte, la protection des civils doit demeurer au cœur de nos discussions et puis d'une déclaration politique. C'est-à-dire qu'il faut adopter une approche axée sur la population. Celle-ci pourrait aussi souligner l'importance de renforcer la participation des collectivités locales dans les zones urbaines et la nécessité de disposer d'approches communautaires en matière de protection pour répondre aux besoins divers et distincts des personnes qui sont aux prises avec des menaces particulières à la protection dans un contexte urbain, notamment les femmes, les filles, les personnes handicapées et les personnes LGBTQ+.

Nous remercions les collègues qui ont préparé des documents écrits en vue de la présente réunion et nous vous encourageons à tenir compte de ces éléments dans vos communications.

Nous sommes impatients d'engager un dialogue constructif tout au long du processus, tant aujourd'hui qu'au cours des mois à venir. Le Canada croit que nous sommes tous plus forts lorsque nous travaillons ensemble et que nous avons une véritable occasion de nous tenir unis sur cette question essentielle dans le cadre de cette déclaration.

Merci.